

## Quand la MDPH35 a du mal à comprendre les dispositions de la « loi handicap ».

Nous ne pouvons résister au plaisir de mettre en ligne cette lettre, dont les juristes ou les familiers des procédures administratives goûteront **tout le sel**, mais qui pourra aussi éclairer tout un chacun.....



Rennes, le 7 mars 2007

Monsieur (

Monsieur,

Par courrier en date du 19 février 2007 vous avez appelé mon attention sur les délais d'instruction des demandes de Prestation de compensation.

J'ai l'honneur de vous informer que les services de la Maison départementale des personnes handicapées instruisent actuellement les demandes qui lui sont parvenues et que des séances de la commission des droits et de l'autonomie sont consacrées exclusivement à l'examen des demandes dont l'étude est achevée.

Je conçois les retards qui ont été occasionnés par la nouveauté de cette prestation et la complexité de son instruction et de son calcul en raison du fait qu'elle peut comprendre des dépenses de nature différente et non seulement des dépenses relatives à l'aide humaine. Toutefois les prestations qui sont attribuées le sont rétroactivement à la date de la demande mais aucun texte ne prévoit des indemnités pour préjudice moral. Bien au contraire une application stricte des textes ferait que les demandes n'ayant pu faire l'objet d'une décision de la commission des droits et de l'autonomie dans un délai inférieur à 6 mois seraient réputées refusées. Cette disposition ne sera en aucun cas appliquée dans notre département.

Je regrette de ne pouvoir vous fournir d'information relative à la demande qu'aurait déposée votre épouse. En effet les recherches effectuées n'ont pas permis de trouver une demande à votre nom.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président de la Maison départementale des  
personnes handicapées

Jean-Louis TOURENNE

### **La MDPH35 a tout faux :**

-Une décision implicite de rejet, ce n'est pas un droit qu'aurait l'administration de ne pas instruire un dossier pendant 4 mois (délai porté à 6 mois en 2006) puis de considérer qu'il peut être rejeté puisque le délai de 4 mois est écoulé....(On vit quand même dans un Etat de droit...)

- Une décision implicite de rejet, c'est la faculté donnée à l'usager de considérer que le retard de l'administration vaut décision de rejet. Il peut donc attaquer ce « rejet implicite » devant les tribunaux compétents....

**Ne désespérons pas.....Peut-être qu'un jour la MDPH35 connaîtra le cadre législatif et réglementaire qui encadre son activité et évitera de faire signer n'importe quoi au Président du conseil général.....**